

Communiqué de presse conjoint

44 organisations des droits humains plaident pour la protection du Dr Denis Mukwege – Prix Nobel de la paix 2018 – qui subit de graves menaces pour avoir dénoncé un massacre de civils à Kipupu dans le Territoire de Mwenga (Province du Sud-Kivu) en RD Congo.

Goma/Nairobi/Bruxelles, 19 août 2020 – Les organisations signataires de ce communiqué de presse dénoncent les graves menaces qui ciblent actuellement le Docteur Denis Mukwege – Prix Nobel de la paix 2018 – en raison de son engagement contre l'impunité des violations des droits humains en République démocratique du Congo (RD Congo).

Les menaces surviennent quelques jours après la publication d'un tweet, le 26 juillet 2020, dans lequel le Dr. Mukwege condamne [les récentes tueries des populations civiles dans la Province du Sud-Kivu](#): « *Ce sont les mêmes qui continuent à tuer en RDC. Les comptes macabres de Kipupu sont dans la ligne droite des massacres qui frappent la RDC depuis 1996. Tant que l'impunité perdurera et que les recommandations du rapport Mapping des Nations Unies seront ignorées, les massacres des Congolais continueront* ».

Depuis, comme renseigné dans son [message d'appel à la paix du 30 juillet 2020](#), le Dr. Denis Mukwege et les membres de sa famille font l'objet de correspondances haineuses, d'intimidations et de menaces de mort de la part d'inconnus, qui l'accusent d'avoir un parti pris contre une communauté à l'Est de la RD Congo. En tant qu'entorses sérieuses au droit de défendre les droits humains et à la lutte contre l'impunité des crimes graves commis en RD Congo, les organisations signataires condamnent fermement les récentes menaces à l'encontre du Dr. Mukwege et de ses proches.

Le Dr. Denis Mukwege est un homme de paix, qui en sa qualité de médecin directeur de l'Hôpital de Panzi, soigne avec dignité tout être humain, sans aucune discrimination. Il fait de même dans son engagement contre l'impunité des violations de droits humains. Les organisations signataires considèrent infâme cette tentative délibérée de museler l'une des figures emblématiques de la société civile congolaise dont l'activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes et à l'usage du viol comme arme de guerre, a été primé à l'échelle mondiale.

Malgré le fait que deux tentatives d'assassinat aient été perpétrées contre le Dr. Mukwege depuis 2012, aucune action judiciaire n'a été à présent entamée en vue d'identifier les coupables et de les traduire en

justice. Les organisations signataires demandent aux autorités congolaises de mener des enquêtes transparentes et crédibles, afin que justice soit faite pour les crimes commis à son encontre, ainsi que ces récentes menaces.

Ces faits surviennent dans un contexte préoccupant où d'après le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme, la RD Congo vient d'enregistrer entre janvier et juin 2020, [4.113 violations et atteintes aux droits humains, soit une augmentation de 17%](#) par rapport à la période juillet-décembre 2019. Dans cette période particulièrement difficile, notamment à cause de la pandémie de COVID-19, les défenseur·es des droits humains ont besoin de plus de protection si l'on souhaite que ces acteurs clés continuent à contribuer à la mise en place d'un État de droit en RD Congo. Les organisations signataires rappellent donc aux autorités congolaises leur obligation de protéger les défenseur·es des droits humains, et donc celle de protéger aussi le Dr. Denis Mukwege.

C'est pour toutes ces raisons que les organisations signataires exhortent les autorités congolaises à :

- Renforcer la sécurité du Dr. Denis Mukwege et sa famille
- Diligenter dans les plus brefs délais une enquête pour les crimes commis à l'encontre du Dr. Mukwege, ainsi que ces récentes menaces
- Lutter contre l'insécurité grandissante dans les territoires de Fizi et Mwenga dans la Province du Sud-Kivu.

Liste des organisations signataires :

1. Actions et Initiatives de Développement pour la Protection de la Femme et de l'Enfant (AIDPROFEN), Goma, Nord-Kivu
2. Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme (ACEDH)
3. Amani na Tumaini Kwetu, Sud-Kivu
4. Arche d'alliance (ARAL), Uvira, Sud-Kivu
5. Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme(ASADHO), section de Beni, Nord-Kivu
6. Association des Femmes Juristes du Congo (AFEJUCO), Bukavu, Sud Kivu
7. Association des femmes pour la nutrition à assise communautaire (AFNAC), Butembo-Nord-Kivu
8. Association pour le développement et initiatives paysannes (ASSODIP), Nord-Kivu
9. Centre de résolution des conflits, Province de l'Ituri
10. Centre international des formations et Droits humains et développement durable (CIFDH)
11. Centre pour l'éducation, animation et défense des droits de l'homme (CEADHO), Uvira, Sud-Kivu
12. Coalition des Volontaires pour la Paix et le Développement (CVPD), Goma, Nord-Kivu

13. Collectif des femmes pour le développement et la Paix (COFEDIP), Beni, Nord-Kivu
14. Collectif International Tournons la page
15. Consortium femme au fone
16. Debout Fille
17. Dynamique des jeunes actifs de la Tshuapa
18. Engagé ensemble pour la paix et le développement), Sud-Kivu
19. Femmes Juristes de Butembo, Nord Kivu
20. Genre Actif pour un Devenir Meilleur de la Femme (GAD)
21. Groupe d'Actions de Défense des Droits Humains et de la Paix (GADHOP), Butembo, Nord-Kivu
22. Groupe la Colombe, Sud-Ubangi
23. Héritiers de la Justice (HJ), Bukavu/Sud Kivu
24. Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP)
25. Initiatives Alpha (IA), Sud-Kivu
26. Institut pour la Protection et l'Apprentissage des Droits, IPAD Asbl
27. Ligue de la Zone Afrique pour la défense des Droits des Enfants et Elèves (LIZADEEL), Kinshasa, RDC
28. Ligue pour la Solidarité Congolaise
29. Mutuelle des femmes paysannes pour le développement et la santé en Afrique (MFPDSA)
30. Nouvelle dynamique de la société civile (RDC)
31. Partenariat pour la Protection Intégrée(PPI), Bukavu, Sud-Kivu
32. Programme d'appui aux initiatives féminines (PAIF), Nord-Kivu
33. Protection et Solidarité-Goma, Nord-Kivu
34. Protection International
35. Réseau local de protection des civils, Sud-Kivu
36. Service d'Accompagnement et de Renforcement des Capacités d'Autopromotion de la Femme) (SARCAF), Sud-Kivu
37. Solidarité des femmes de Fizi pour le bien-être familial (SOFIBEF), Uvira, Sud-Kivu
38. Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI), Nord-Kivu
39. SOS information juridique multi sectorielle, Sud-Kivu
40. Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique électorale et la promotion des droits de l'homme (SAJECEK), Sud-Kivu
41. Synergie des Femmes pour la Paix et la Recociliation des peuples des Grands Lacs (SPR)
42. Synergie Ukingo Wetu, Nord-Kivu
43. Union chrétienne sur pour le progrès et la défense des droits de l'homme (UCPDHO)
44. Vision Sociale (VISO), Kinshasa